



Contributions internationales de l'armée suisse

Les contributions internationales de l'armée suisse sont incluses dans les domaines d'activité de la politique extérieure, de sécurité et de développement de la Suisse et dans les stratégies générales du Conseil fédéral qui en découlent.¹ Elles sont aussi partie intégrante des domaines de coopération avec des partenaires binationaux et multinationaux et du système international (par ex. EAPC/PPP, OSCE, ONU etc). L'enchaînement entre les instruments de politique de sécurité détermine en conséquence également la conception stratégique directrice à l'échelon politico-militaire et renforce le profil des prestations de l'armée dans le cadre d'une vaste stratégie de prévention et de stabilisation.²

Les instruments essentiels de cette stratégie sont les initiatives politiques et diplomatiques, la promotion de la paix sur le plan civil, l'aide humanitaire et la collaboration au développement tout comme les opérations militaires en faveur de la paix en tant que moyen essentiel au service de la résolution des conflits et de la maîtrise des crises sur le plan international. Les contributions internationales de l'armée suisse pour la prévention, la stabilité et la sécurité engendrent en outre sur le plan opératif un flot d'expériences provenant de l'environnement international dans les domaines de la coopération pour l'instruction et des exercices communs. A l'échelon stratégique, ils apportent des gains de synergie et d'efficacité dans les domaines de la défense et de l'armement et renforcent l'acquisition d'informations en matière de politique de sécurité et sur le plan politico-militaire ainsi que la sauvegarde des intérêts.

Le spectre d'engagement des contributions internationales qui exclut expressément la participation à des opérations militaires visant à imposer la paix par la force, comprend la prévention des conflits, (missions de reconnaissance, d'observation et de vérification), des contributions à des engagements dans des opérations de stabilisation (p. ex. KFOR ou ISAF) et consécutives à des conflits (p.ex. ALTHEA) ainsi qu'à des projets et des missions lors de phases de transition et de reconstruction (Capacity Building, réforme du secteur de la sécurité ainsi que des projets de désarmement, d'instruction et d'équipement). Les prestations peuvent être aussi bien être quantitatives (contingents substantiels) qu'individuelles et de haut niveau (sous forme d'expertise, de matériel ou de finances). La collaboration coordonnée et l'entente de tous les acteurs déterminants ainsi que de l'administration fédérale et de la coopération internationale en matière de sécurité sont la condition d'une politique de paix effective et cohérente de la Suisse. Les capacités et les compétences traditionnelles de l'armée s'insèrent grâce à ces contributions partielles appréciées dans l'ensemble des efforts de la Suisse et de la communauté des nations.

¹ rapport du CF à l'Assemblée fédérale sur la politique de sécurité de la Suisse (2000) et rapport sur la politique extérieure (2007).

² rapport du CF sur la politique de contrôle des armements et de désarmement de la Suisse (2004), document stratégique de la participation militaire de la Suisse aux opérations de paix (2006) et message sur la poursuite des mesures en faveur de la promotion de la paix et du renforcement des droits de l'homme (2007).

Remarques concernant les projets mentionnés dans l'article du journal So-Blick

Afghanistan

Le DDPS a livré en 2005 divers matériels de génie provenant des stocks de l'armée et en 2007 trois véhicules citernes d'extinction à l'intention de l'armée afghane (ANA) à titre de contribution à la sécurité de l'aéroport de Kaboul et comme assistance à la défense. Cet engagement se situait dans le cadre de l'engagement général de la Suisse pour soutenir les efforts internationaux de reconstruction (en collaboration avec la DDC) et à titre de contribution complémentaire à notre ancienne participation à l'ISAF.

Albanie

- Sur la base du rapport du Conseil fédéral traitant de la politique de contrôle des armements et de désarmement de la Suisse en date du 8 septembre 2004, en particulier p. 5162, le DDPS a contribué à raison de 150'000 francs au projet PPP de fonds fiduciaire pour la destruction des excédents de munitions d'armes légères. Jusqu'à la fin du projet en septembre 2007 on a pu détruire plus de 8700 tonnes de munitions SALW, 135'000 obus de lance-mines et environ 2 millions de grenades à main (contribution à la lutte contre la prolifération des armes légères).
- Les cours de montagne trinationaux PPP (2004-2007) subventionnés chaque fois à raison de 8000 francs visaient à créer les mécanismes et les organes fiables de contrôle des frontières et à réduire la criminalité organisée transfrontalière (contrebande, trafic d'êtres humains).
- Le DDPS a financé en 2006/2007 à raison d'environ 80'000 francs la base logistique des forces armées albanaises à titre d'aide à la défense et de contribution à la reconstruction et à la protection de l'environnement.

Bosnie

Dans le cadre du programme PPP *Defense Institution Building* et des efforts internationaux pour la *Security Sector Reform*, le DDPS a versé en 2007 78'000 francs en collaboration avec le GCSP pour la formation des agents de sécurité provenant du Sud Est de l'Europe avec pour objectif de renforcer les capacités nationales en matière de sécurité et de promouvoir chez les bénéficiaires la conscience concernant les structures effectives et d'un Etat de droit pour la sécurité et la défense.

Géorgie

Pour contribuer à la prévention du terrorisme et à la non-prolifération, le DDPS a versé en 2005 150'000 francs pour le projet de fonds fiduciaire PPP pour la destruction de 526 fusées sol air et de 45 têtes explosives de combat. Le projet a pu être terminé avec succès en février 2006.

Macédoine

A titre d'aide à la défense, le DDPS a soutenu en 2007 la formation sanitaire de la BLA en Macédoine par un montant de 20'000 francs dans le but de créer des services sanitaires efficaces. Il n'y a pas eu de cours de montagne.

Sierra Leone

A la demande de l'ancien secrétaire général de l'ONU, le DDPS a livré en 2005 avec l'appui de la DDC 130 Pinzgauer retirés du service et 130 camions du type Steyr et a fait former les mécaniciens du pays sur place par 2 représentants de la BLA. Ces derniers ont donné un cours de perfectionnement de 3 semaines en 2006/2007 pour assurer à peu de frais le maintien des véhicules offerts en état de marche. L'armée de la Sierra Leone n'a pu assumer les missions de sécurité après les accords de paix et le retrait de la mission de l'ONU que grâce à un accroissement de sa mobilité (*capacity building*).